



Évaluations nationales il faut que ça s'arrête

COMMUNIQUÉ

Le ministère de l'Éducation nationale a présenté les résultats des **évaluations nationales de la rentrée 2022** réalisées dans les écoles et en 6^{ème}. A la lecture du dossier presse et au regard des tournures syntaxiques utilisées, **une chose est sûre : le ministère ne reconnaît pas l'échec de la « politique pédagogique » Blanquer**. Pire, l'administration attribue ces résultats à la crise sanitaire et aux difficultés à maintenir la « continuité pédagogique »... Procédé douteux car ce même ministère avait souligné, l'an passé à la même époque, le fait que « les retards dus au Covid » avaient été gommés !

Pour la CGT Éduc'action, **ces résultats 2022 traduisent surtout plusieurs vérités** qu'elle a déjà énoncées.

Tout d'abord, les personnels enseignants n'ont pas besoin de ces évaluations standardisées pour connaître leurs élèves. Évaluer fait partie intégrante de leur pédagogie et ils mettent en œuvre leurs propres évaluations en fonction des apprentissages menés. Évaluer, ce n'est pas stigmatiser des élèves en difficulté mais les aider grâce à une aide spécialisée-adaptée. Évaluer, ce n'est pas valider des compétences, mais mesurer des progrès à un moment donné.

D'autre part, il est désormais clair que **l'idéologie Blanquer concernant les apprentissages (soutenue par le Conseil scientifique) montre ses limites**. En mathématiques comme en français. Non, l'accès à la lecture ne peut pas se faire par des méthodes imposées par les neuroscientistes (le « tout syllabique ») et non, la maîtrise de la lecture ne se juge pas au nombre de mots lus à la minute. Pour la CGT Éduc'action, il est temps que le ministère se détache de cette dangereuse vision pour les élèves et reconnaisse enfin que lire c'est comprendre.

Cette idéologie Blanquer a aussi entraîné **l'échec du dédoublement généralisé en éducation prioritaire**. En effet, si la diminution des effectifs par classe est une nécessité majeure pour les apprentissages, ses bénéfices sont réduits à néant par l'instauration de méthodes pédagogiques désastreuses.

Enfin, ces résultats attestent clairement que **la politique menée depuis des décennies ne permet toujours pas de gommer les inégalités sociales dans l'éducation**, et ce malgré les promesses ministérielles. Preuve est faite que la multiplication des dispositifs et l'éclatement de la politique d'éducation prioritaire sont une mauvaise option. Chose dénoncée depuis des années par la CGT Éduc'action...

Clairement, les politiques éducatives du ministère nous mènent droit dans le mur. **Pour la CGT Éduc'action, d'autres choix sont possibles pour parvenir à une école émancipatrice pour les élèves comme les personnels. C'est pour cette transformation de l'École et de la société que les personnels de l'Éducation nationale auront à se prononcer du 1^{er} au 8 décembre.**

Montreuil le 29 novembre 2022.